

lequel il faudrait avoir recours à des mesures coercitives; mais, à Paris et à Pétersbourg, on tenait avant tout à ne pas se laisser acculer à des mesures auxquelles le cabinet de Berlin refuserait vraisemblablement de participer et qui pourraient donner à la politique anglaise l'occasion, qu'elle semblait chercher, d'une intervention.

L'attitude de lord Salisbury, au début de l'automne 1896, vint justifier la prudente réserve des deux gouvernements alliés. Le 25 septembre, le chef du Foreign Office se mettait d'accord avec le comte Goluchowski, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, sur les moyens de réaliser des réformes et la nécessité de recourir à des mesures d'exécution; puis, le 20 octobre, il lançait un *memorandum* aux puissances, dans lequel il semblait sonner le glas de l'Empire ottoman. Après avoir affirmé l'échec de la politique d'intégrité et de réformes, il concluait : « Il est devenu évident qu'à moins que ces grands maux puissent être supprimés, la longanimité des puissance de l'Europe ne parviendra pas à prolonger l'existence d'un Etat que ses propres vices font tomber en ruine. » A ces déclarations alarmantes, M. Hanotaux répondit par le discours du 3 novembre où, définissant les intérêts et les devoirs de la France, il répudiait pour elle toute politique d'aventure. Dans une note du 12 décembre, il précisait le programme de la politique franco-russe et fixait les trois points qui devaient servir de base, et en même temps de limite, aux négociations : maintien de l'intégrité des Etats du Sultan, pas de condominium européen, pas d'action isolée. En même temps il représentait fermement à la Porte qu'il lui deviendrait impossible de la sauver de la ruine dont l'Angleterre la menaçait si les mas-